

[Text]

you had a chance to read some of the things that he has written as one of the world's leading authorities on this. He is with the International Monetary Fund in Washington. He says:

Retail sales are particularly prone to evasion through under-reporting. European experience shows that in trades such as decorating, carpentry, plumbing, and gardening where taxable inputs are small and value added is high, evasion by small operators is common.

My strong preference for at least the first few years would not be to extend zero-rating, as Mr. Goodman suggests. Then it can be reconsidered in light of experience accumulated up to that point in time.

There is one other major point where I differed. He believes, as I do, that land should not be subject to the goods and services tax simply because land is not consumed typically. The purpose of this tax is to tax personal consumption, but that then immediately raises a problem of how do you separate the value of buildings and the value of land. He suggests what could be done is to establish an area per square foot within such and such a distance of the City Hall and various places. That would lead to some gross inequities, because land values can vary so much. You may want to ask me about that, because I have proposals for an alternative.

The last topic I would like to mention is the taxation of food. Like other public finance economists at Canadian universities, I would much prefer that all foods sold by registered traders be subject to tax. That could only be done if the refundable sales tax credit is increased to fully protect low-income groups. If it were done, it would be possible to lower the rate of the tax from 7 per cent to 6 per cent and still obtain as much revenue from this tax. Such a policy change would have the added advantage of reducing initial inflationary pressures arising from the introduction of the tax.

Having said this, I recognize the fact that at this stage in the development of the proposed legislation it would not be feasible politically for any political party to advocate taxing nearly all foods. Given this fact, I believe that the Department of Finance has come up with a necessarily somewhat arbitrary but workable second-best policy.

I will take two minutes to read to you some verse which I wrote, poking fun at the federal government for its treatment of the taxation of food.

What is a basic food?

What is, I asked, a basic food
That should be free from tax?
I thought as I shopped at Safeway,
with a little time to relax.

I looked at a tin of Helex,
Snails, sixty-two grams, from France

[Traduction]

Tait. J'espère que vous avez eu la chance de lire certains de ses écrits, car il est une des sommités mondiales en la matière. Il est au Fonds monétaire international à Washington. Il a ceci à dire:

Les ventes au détail sont particulièrement vulnérables à l'évasion sous forme de déclarations incomplètes. L'expérience européenne démontre que dans des domaines comme la décoration, la menuiserie, la plomberie et le jardinage, où les intrants taxables sont minimes et la valeur ajoutée est élevée, l'évasion est fréquente chez les petits entrepreneurs.

Au moins au cours des quelques premières années, je préférerais fortement qu'on n'étende pas le taux nul comme le suggère M. Goodman. On pourrait ensuite réexaminer la situation à la lumière de l'expérience accumulée jusque-là.

Il y a un autre point important à l'égard duquel je n'étais pas d'accord. Il croit tout comme moi que les terrains ne devraient pas être assujettis à la taxe sur les produits et services tout simplement parce qu'ils ne sont pas consommés de la façon habituelle. Cette taxe vise à taxer la consommation personnelle, mais il se pose alors un problème immédiat: comment distinguer la valeur des édifices de celle du terrain? Il laisse entendre qu'on pourrait à cette fin établir une superficie au pied carré à telle ou telle distance de l'hôtel de ville et à divers endroits. Il en découlerait de grossières injustices parce que la valeur des terrains varie tellement. Vous pourrez peut-être me poser des questions à ce sujet, parce que j'ai des solutions de rechange à proposer.

La dernière question que j'aimerais aborder est celle de la taxe sur les aliments. Comme d'autres économistes spécialisés en finances publiques d'universités canadiennes, je préférerais de loin que tous les aliments vendus par des commerçants inscrits soient taxés. Cela ne serait possible que si l'on augmentait le crédit de taxe de vente remboursable afin de protéger entièrement les gagne-petit. Il serait alors possible de ramener 7 à 6 p. 100 le taux de la taxe et d'en tirer autant de recettes. Un tel changement de politique offrirait l'avantage supplémentaire de réduire les pressions inflationnistes initiales qui résulteraient de la mise en œuvre de la taxe.

Cela étant dit, je reconnais qu'à ce stade-ci de l'élaboration de la mesure législative proposée, il serait politiquement impossible pour un parti politique de préconiser l'imposition d'une taxe sur presque tous les aliments. C'est pourquoi je crois que le ministère des Finances a établi une politique de deuxième choix, nécessairement arbitraire mais pratique.

Je prendrai deux minutes pour vous lire quelques vers que j'ai écrit pour me moquer un peu du gouvernement fédéral et de sa façon de traiter la taxe sur les aliments.

Qu'est-ce qu'un produit d'alimentation de base?

Qu'est-ce qu'un produit d'alimentation de base
Qui devrait être détaxé?
Me disais-je en magasinant chez Safeway
En attendant que le temps passe.

J'examinai une boîte de Helex,
62 grammes d'escargots français.